

## Politique | Interview: Gilles Savary : il n'y a pas que le parlement pour faire de la politique



Dans le grand chambardement enregistré lors des dernières élections législatives, la défaite du socialiste Gilles Savary battu dans la 9<sup>e</sup> circonscription de la Gironde, département où l'hécatombe nationale se confirmait pour le PS, avait semblé en quelque sorte caricaturale, Alain David étant le seul élu socialiste dans la quatrième. Voilà un élu qui était reconnu pour faire, entre sa circonscription et l'assemblée, un vrai travail de représentation, qui s'était engagé aussi dans des combats européens d'avant garde comme la remise à plat des conditions des travailleurs détachés et qui, pourtant, allait être emporté par la vague... Cinq mois plus tard où en est-il? Comment voit-il le nouveau pouvoir? Comment continue t-il à faire partager ses compétences? Réponse sans langue de bois à Aqui!

**@qui! - Cinq mois après l'arrivée d'un nouveau président à l'Élysée et quatre après des législatives qui ont marqué un très grand chambardement, quel regard portez-vous sur le nouveau pouvoir, sur ces premiers faits et gestes ou ces orientations ?**

**Gilles Savary** - D'abord, si on le situe dans son environnement international, qui est quand même très marqué par le populisme, je pense à Trump, je pense au Brexit dont les Anglais ne savent plus se dépêtrer, je pense aux poussées nationalistes en Tchéquie, à ce qui se passe en Pologne, en Hongrie... force est de constater que la France a opté pour une solution qui lui a évité une collision avec le populisme. Et donc, moi, personnellement, même si j'en ai été d'une certaine façon une victime collatérale parce que je représente le vieux monde, un vieux parti socialiste à bout de souffle qui a beaucoup contribué à son auto-élimination, je trouve qu'il est plutôt heureux pour notre pays d'avoir un président comme Emmanuel Macron, aujourd'hui, c'est-à-dire un président jeune et un président républicain qui a fait échapper notre pays à la tentation populiste qui était quand même très importante. On voit bien en Autriche ce qu'il va se passer. Il ne faut pas croire que le populisme a disparu avec le renouveau de la croissance européenne. Ça c'est un vrai sujet pour les Européens. L'Europe se redresse, c'est absolument incontestable, et le populisme continue à progresser. D'une certaine façon même la Catalogne est un sujet qui n'est pas loin d'être dans ce type de phénomène. Je trouve que nous avons un président qui, quelque part, exerce un magistère moral et politique impressionnant sur l'ensemble des opinions publiques attachées à la démocratie et à la liberté. Donc je crois que la France, de ce point de vue là, a retrouvé un leadership, en particulier en Europe.

Dans le leadership le pays n'est pas seul mais on retrouve un peu l'équilibre qui était celui que l'on avait connu à l'époque de De Gaulle où l'Allemagne était très puissante et où le leadership politique était plutôt exercé par la France. Ceci, d'autant plus, que nous sommes engagés sur les conflits du monde et donc on rééquilibre. Nous retrouvons la vieille Europe avec une Allemagne qui exerce le leadership économique et une France qui a tendance à retrouver le leadership politique. De ce point de vue là nous sortons d'années d'effacement si je puis dire, de perte de confiance. Quelque part de ce qui nous a inféodé à l'Allemagne, c'est-à-dire le traumatisme du référendum de 2005.

A partir de 2005, les Français, en votant non au traité constitutionnel qu'ils avaient eux-mêmes mis en chantier et réclamé à l'Europe, ont donné le leadership à l'Allemagne; je pense que l'on sort de la 2<sup>ème</sup> manche. Je trouve que Macron a un style et une méthode qui démontrent que, malgré son jeune âge, il a endossé sans aucun problème le costume présidentiel. De ce point de vue là, je ne vais pas être trop méchant avec mes petits camarades, ni même avec François Hollande pour lequel j'ai beaucoup d'affection; je pense qu'il y a entre Macron, Hollande et Sarkozy, une différence de présidentialité qui est éclatante. Il était prêt pour assumer, nonobstant le fait qu'il est né à la politique très tard et qu'il est parti en solitaire vers sa longue marche, sans appareil politique, sans même de carrière politique, en ce qui le concerne. On a quelqu'un qui endosse le costume présidentiel sans aucune difficulté. Il était d'autant plus prêt que l'on s'aperçoit qu'il n'avait pas fait un programme démagogique puisqu'il le met en œuvre. Ça c'est assez fascinant. Alors maintenant, troisième point, il va falloir à un moment donné qu'il trouve une empathie avec le peuple, pas simplement personnelle, parce que sur le plan personnel il ne s'en tire pas si mal. Je pense qu'à un moment donné les vérités macro-économiques de Bercy ne sont pas forcément les vérités de la vie de nos concitoyens.

## Le pari macronien de la jeune génération

**@qui! - Justement cette nouvelle donne, enfin en tout cas assez nette dans certains domaines pour redéfinir des conditions de travail qui soient, à priori, plus favorables à l'investissement, est-ce que dans ce pays ça peut marcher, déclencher quelque chose, dans une conjoncture plus favorable, au niveau des chefs d'entreprise ? Le patronat qui n'a pas joué le jeu sous Hollande peut-il vraiment soutenir la démarche de Macron ?**

**G.S** - C'est tout le pari macronien. Moi je pense que c'est jouable avec la jeune génération; je pense qu'il y a quelque chose qui est du domaine générationnel dans l'ascension de Macron, pas uniquement, mais beaucoup de gens de mon âge ne comprennent pas ce qu'il s'est passé. Ils s'en désespèrent. S'ils ne le comprennent pas, c'est qu'ils sont un peu décrochés de la société d'aujourd'hui. Je pense que la société d'aujourd'hui a beaucoup changé et, regardant autour de moi, je suis quand même stupéfait par la capacité d'innovation, par le fait que les jeunes se lancent dans des entreprises. Par rapport à mes 20 ans, mes 30 ans, c'est innové!. C'est-à-dire la soif d'entreprendre, la désinhibition, l'absence de peur d'entreprendre de la part de ce pays avec des innovations formidables, une élite jeune, des capacités d'innovation remarquables qu'on n'arrive pas toujours à convertir en entreprise durable.

A mon époque, une faillite était une honte, c'était un bannissement. Aujourd'hui, les jeunes prennent le risque en ayant parfaitement conscience qu'ils ne feront pas ça toute leur vie. Donc, je pense qu'il y a une société qui est assez enthousiasmante, qui se libère, et c'est vrai aussi sur le versant social et politique qui pense que les vieux appareils sont un peu décalés. On voit bien que c'est la société qui nous a amené à prendre conscience du problème des pesticides, à prendre conscience, c'est très générationnel, des pressions qui s'exercent sur les femmes. Donc on est dans un bouleversement des mentalités. C'est là où je pense que Macron peut entraîner le pays. Je ne crois pas trop au vieux patronat, ni aux vieux rentiers pour se laisser appâter par sa politique même si elle leur est favorable parce que je pense qu'ils ont toujours les mêmes comportements, des revendications assez usuraires, c'est-à-dire protéger sa fortune...

Le pari macronien, toutes les réformes qui sont des réformes de transgression, c'est-à-dire moins étatiques dans ce pays qui adore l'Etat, plus favorables aux gens fortunés dans ce pays qui renie les riches, toutes ces transgressions, dans ce pays qui adore les réglementations, il les met en œuvre de façon extrêmement déterminé, en se disant que cette libération des forces vives, puisque c'est un libéral, mais plus social qu'on ne le dit, ont pour objectif de rendre la France attractive, attractive d'abord pour les Français, pour qu'ils ne s'en aillent pas, et attractive pour les étrangers. D'ailleurs, s'il le fait c'est qu'il y a aussi le Brexit. Aujourd'hui, il y a une bagarre pour récupérer un paquet d'emplois et d'entreprises notamment financières britanniques. Donc, son pari c'est de dire d'ici 2-3 ans cela produira des effets; la France sera peut-être devant l'Allemagne parce que la France est en pleine renaissance, tandis qu'en Allemagne où Mme Merkel s'use politiquement, il y a des incertitudes. L'Allemagne a traversé son point d'inflexion et est, plutôt, aujourd'hui, dans une période de plus grande incertitude.

Je crois que Macron se dit que cela peut être... nous et si on réussit cela, je terminerai mon mandat en étant un peu plus généreux pour les classes populaires. Donc, il est dans un agenda politique qui est rationnel, à l'inverse de François Hollande qui était dans un agenda politique totalement irrationnel. Faire la réforme de la loi travail, en fin de mandature, quand on est usé et que l'on a pas 10 % de popularité, c'est de la pure folie. Donc on a retrouvé quand même un pilote dans l'avion.

## Je paye le prix de la vertu

**@qui! - Le Gilles Savary qui a vécu des mandats municipaux importants, communautaires au sein de la Communauté Urbaine de Bordeaux, européen en tant que député puis au Parlement Français avec des responsabilités, comment vit-il, aujourd'hui qu'il n'est plus parlementaire ? Va-t-il continuer à faire de la politique, autrement ?**

**G.S** - Non seulement, je ne suis plus parlementaire mais je paye le prix de la vertu, c'est-à-dire que j'avais décidé

de n'exercer qu'un mandat unique. A partir du moment où j'ai perdu ce mandat je n'ai pas, comme beaucoup de collègues qui ont été battus aux législatives, la possibilité de me replier sur une commune, sur une vice-présidence quelconque, sur un mandat départemental ou ailleurs. Donc, pour moi, c'est une rupture de carrière électorale. C'est la première fois où je me retrouve sans mandat. Je le vis à mon âge, 62 ans, plutôt bien. Je n'irai pas jusqu'à dire que perdre une élection cela fait plaisir; perdre une élection cela ne fait jamais plaisir, on sent un peu comme une ingratitude, en tout cas on le vit un peu comme une frustration, c'est évident, surtout quand on s'est beaucoup engagé dans son mandat, qu'on pense avoir fait à peu près ce qu'il fallait et l'avoir fait honnêtement. Mais j'ai un tempérament particulier qui fait que quand je vis une épreuve ce qui me vient tout de suite en tête c'est de savoir comment je rebondis. Donc, je ne fonctionne pas avec les rétroviseurs. Ça n'a jamais été mon cas, je n'ai pas de nostalgie particulière et je suis tout entier, aujourd'hui, mobilisé pour savoir comment je reste utile et comment j'entretiens ma forme intellectuelle, comment je mets à disposition, puisque beaucoup de gens me l'ont demandé finalement, ce que j'ai acquis, ce que je sais, mon expérience dans un champ qui reste le même, le champ de mes expertises qui ne s'expriment plus à l'Assemblée Nationale ou sur le banc d'une assemblée. Il est tout à fait possible d'agir pour son pays, et pour soi-même, mais d'agir pour son pays à l'extérieur d'une assemblée. Il y a une immense majorité de la population qui fait cela. Il n'y a pas de drame.

**@qui! - De l'enseignement un peu ?**

**G.S** - Non je n'ai pas le temps.

**@qui! - Surtout du conseil ?**

**G.S** - Ce que je fais, c'est du consulting en affaires publiques, en affaires européennes, c'est-à-dire que je fais presque le même boulot que quand j'étais député mais je le fais cette fois à titre privé. Des entreprises, des fédérations professionnelles me demandent de les aider, sur tel ou tel sujet, pour savoir comment améliorer la législation européenne ou la législation française, signaler leurs intérêts auprès d'un ministère parce qu'ils ne savent pas comment faire, décrypter ce que dit la loi européenne par rapport à leur profession... enfin tous ces sujets là. Pour terminer, si je ne souffre pas particulièrement de cette circonstance, c'est que d'une part je reste intéressé par la politique; ce n'est pas un décrochage complet, c'est un décrochage électif mais pas politique, je redeviens un citoyen engagé et actif. Deuxièmement ce qui m'aide beaucoup à supporter cette nouvelle condition c'est que je trouve beaucoup d'agrément personnel à pouvoir maîtriser un peu plus mon temps, à me consacrer un peu plus aux copains, à aller faire un tour chez les chasseurs de ma circonscription, à voyager un petit peu plus avec mon épouse et puis me consacrer à mes petits-enfants. Ma vie est beaucoup plus variée aujourd'hui qu'elle ne l'était. Il y a quelque chose de mercenaire dans un député qui fait bien son travail, c'est-à-dire que c'est quelque chose de très invasif au plan psychologique, au plan intellectuel, et surtout très chronophage. Le désagrément, c'est évidemment l'amertume d'avoir perdu mais l'agrément c'est de retrouver sa liberté.

## Travailleurs détachés: la loi de 2014 a remué Bruxelles

**@qui! - Dans les combats, les actions, dans les lois que vous avez portées, défendues, il y avait des causes où l'on retrouve un fil, c'est-à-dire la recherche de l'amélioration des conditions dans lesquelles vivent les gens, je pense à ce grand débat sur les travailleurs détachés... Comment continuer à y contribuer, alors même que c'est un sujet dont on voit qu'il est très compliqué. Le président est monté au créneau mais il ne suffit pas de monter au créneau: après il faut traduire tout cela, comment on peut être utile là ?**

**G.S** - D'abord pour les fédérations professionnelles du bâtiment, la CAPEB, les travaux publics qui se souviennent de moi parce que j'avais beaucoup travaillé avec eux pour éviter que ces secteurs ne soient pas totalement sinistrés. C'est notre loi, la loi qui porte mon nom, c'est une loi d'avant-garde c'est-à-dire qu'elle est en train de bousculer l'Europe. En gros, ce qui est en train de se passer aujourd'hui à Bruxelles, c'est l'adoption par Bruxelles de la loi française qui était très en avance en 2014. Elle a remué Bruxelles. A partir du moment où il commence à y avoir des législations nationales unilatérales assez dures, Bruxelles est obligé de s'en mêler. Donc, pour moi c'est une satisfaction considérable, en plus c'est ma vie. C'est-à-dire que j'ai toujours été très partagé entre le local et l'europeen; j'ai toujours eu beaucoup de satisfaction à pouvoir faire bouger modestement le cadre européen, à partir de ce que je constate sur le terrain. Je ne suis toujours pas très loin du gouvernement qui me consulte, je vais vous quitter pour aller sur France Culture, donc la presse me sollicite énormément, la presse nationale. L'autre jour j'étais avec Challenges. Actuellement il y a un petit renouveau de ce sujet à la faveur de la révision de la directive de 1996. Et puis j'ai même des polonais qui m'invitent, au mois de novembre, à leur forum annuel, quelque chose de tout à fait remarquable. Ce qui me désespère c'est que les Français parlent beaucoup du travail détaché mais ils sont régulièrement absents. Je suis le seul Français identifié; j'ai essayé de lancer la CFDT sur le sujet. C'est une rencontre entre patronat et syndicats d'Europe, de tous les pays d'Europe, en Pologne, sur ces questions, à Cracovie. C'est financé par l'Europe, c'est tous les ans et, là, c'est les 21 et 22 novembre. C'est en faisant ce travail d'imprégnation que l'on arrive, progressivement, à faire bouger les lignes mais c'est un long travail, un peu impalpable. On peut tout à fait le faire de l'extérieur, comme Hulot qui a fait bouger les lignes de l'écologie.

La politique ne se fait pas que dans les sièges des parlements; je dirai même qu'elle se fait de moins en moins sur les sièges des parlements. Aujourd'hui, la production d'idées qui se transcrit en texte, elle vient des ONG, de la société civile. Il y a longtemps que les partis ont renoncé à créer de la loi, c'est-à-dire à conceptualiser le monde futur. Malheureusement, c'est le drame des grands partis. Quand on regarde bien ce qu'il se passe aujourd'hui, comment il y a des révolutions en marche, les AMAP, le bio, la lutte contre la chimie, tout est né à l'extérieur et cela va à une vitesse folle. C'est intéressant aussi de voir les choses du côté de la société, parce que la société a pris le pouvoir sans que la politique en ait eu conscience. Le problème est qu'il faut un peu organiser tout cela. Toute démocratie a besoin d'un minimum d'organisation sinon c'est l'anarchie; donc il faut veiller à ce que d'un côté la démocratie représentative soit régénérée mais, d'un autre côté, c'est une illusion d'optique de croire que les

politiques ont l'essentiel du pouvoir.



Joël Aubert

*Crédit Photo : Gilles Savary*  
*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 22/10/2017*  
*[Url de cet article](#)*